

► **SMALS ASBL**



nom: Frank Robben
fonction: CEO

« AIDE PRAGMATIQUE
À LA MISE SUR PIED DU
GOVERNMENT CLOUD »

► page xxx

La synergie est le maître-mot dans la quête d'économies sur et par l'informatique au sein de l'État. Les citoyens et entreprises demandent des services performants et transparents. En outre, le départ des baby-boomers contraint de nombreuses autorités à travailler autrement. Ensemble, nous pouvons faire mieux, et ce à travers les différents domaines et niveaux administratifs. Interview de Frank Robben, CEO de Smals et pionnier de l'e-government et de l'e-health depuis plus de 25 ans.

Pourquoi les autorités optent-elles pour une plus grande synergie ?

« Les autorités ne sont pas en concurrence. Par une collaboration approfondie, nous pouvons encore mieux engager les moyens disponibles. Ceci permet non seulement de baisser les coûts par divers effets d'échelle, mais aussi d'améliorer le service aux citoyens et aux entreprises. »

« Pensez à l'instauration du principe « only-ask-once » : grâce à l'échange de données entre institutions publiques, les citoyens et les entreprises ne doivent plus déclarer qu'une seule fois les mêmes informations. Depuis l'introduction des déclarations multifonctionnelles dans le secteur social, les employeurs économisent chaque année quelque 1,7 milliard d'euros de frais administratifs. »

« Smals, l'organisation ICT commune des institutions de la sécurité sociale et des soins de santé, aide à trouver une synergie. Ceci par l'élaboration d'une infrastructure commune, la réutilisation et la standardisation des logiciels, ainsi que par le rapide déploiement des spécialistes ICT nécessaires. »

Qu'attendez-vous du « G-Cloud » ?

« La synergie en matière d'infrastructures informatiques génère des économies tangibles. C'est là la base d'une offre de services cohérente. Le

gouvernement sortant a défini une vision dans laquelle des dizaines de data centers existants de l'État peuvent être réunis. L'étape suivante est donc la mise en place d'une infrastructure informatique virtuelle, appelée Community Cloud ou Government Cloud. »

« Ces dernières années, Smals a grandement investi dans ses deux data centers. Ceux-ci peuvent intervenir dans la mise sur pied du G-Cloud, conjointement à d'autres data centers de l'État. L'expertise disponible en matière de maintenance, de gestion, de monitoring, de sécurisation, de sauvegarde, de restauration et de « disaster recovery » peut ainsi être exploitée à bien plus grande échelle. Cette opportunité de jouer un rôle de taille dans l'élaboration du G-Cloud est une véritable reconnaissance pour Smals. »

« À terme, le principe du Cloud permettra d'exploiter encore mieux la capacité informatique disponible. La sûreté des applications de l'e-government et de l'e-health s'en verra nettement mieux garantie, tandis que le coût opérationnel total sera clairement inférieur. »

Comment l'État garde-t-il un contrôle stratégique sur ses moyens ICT ?

« La synergie ne grandit que si elle est soutenue pleinement par les institutions publiques. Paradoxalement, cela signifie aussi qu'elles maintiennent un certain contrôle. La structure de gouvernance ad hoc doit procurer un équilibre. »

« Chez Smals, nous optons pour une culture pragmatique. Nous ne perdons pas de temps inutilement. Les membres tiennent eux-mêmes le gouvernail, à l'assemblée générale, au conseil d'administration, au comité stratégique et au comité d'audit. L'accent repose sur l'offre d'une valeur ajoutée maximale aux institutions, aux citoyens et aux entreprises. L'objectif n'est pas de générer des bénéfices, mais de procurer des

services informatiques performants à un coût minimal. Bien évidemment, la sécurité et la protection de la vie privée constituent également des points d'attention notables. »

« Smals est une organisation « in-house », selon les critères d'une Directive européenne du 26 février 2014. Nous sommes dès lors soumis à la législation des marchés publics, à l'instar de nos membres. Dans la pratique, nous émettons souvent des cahiers des charges informatiques spécialisés comportant une clause de centrale de marchés. Ceci permet aux autorités qui éprouvent les mêmes besoins de se procurer leur software, leur hardware et leurs services aux mêmes conditions, sans devoir suivre une procédure distincte. »

« Les fournisseurs privés et les institutions publiques évitent ainsi l'investissement, le risque et le délai qu'impliquent des procédures de cahiers des charges séparées pour des besoins informatiques similaires. Grâce à des effets d'échelle et une connaissance du domaine, Smals peut fixer un prix honnête. Ça aussi, c'est de la synergie. »

Comment envisagez-vous l'avenir ?

« Les réalisations informatiques dans la sécurité sociale et les soins de santé sont un parfait exemple de bonnes pratiques. Les nouveaux développements doivent toujours traverser le test de réutilisabilité. Les données des citoyens et des entreprises sont échangées avec des garanties de sécurité et de confidentialité. »

« De plus en plus, nous démontrons dans la pratique que la collaboration est particulièrement judicieuse pour les niveaux régional, local et européen. C'est pourquoi Smals se pose en partenaire de confiance pour toutes les autorités qui optent pour une plus grande synergie. Notre ambition est d'unir nos forces dans la relève des nouveaux défis de notre sécurité sociale et de nos soins de santé. »